

"Ce que pense l'Anglais de la rue de la Communauté européenne" dans Communauté européenne (Novembre 1962)

Légende: En 1962, la Haute Autorité, le National Coal Board et les Charbonnages de France organisent conjointement un voyage de presse dans les houillères britanniques. Jean Choffel profite de l'occasion pour interroger quelques quidams sur l'éventuelle adhésion du Royaume-Uni aux Communautés européennes.

Source: Communauté européenne. Bulletin mensuel d'information. dir. de publ. Fontaine, François ; Réd. Chef Chastenet, Antoine. Novembre 1962, n° 11; 6e année. Paris: Service d'Information des Communautés Européennes.

Copyright: Libre reproduction, mention d'origine obligatoire.

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"ce_que_pense_l_anglais_de_la_rue_de_la_communaute_europeenne"_dans_communaute_europeenne_novembre_1962-fr-80ffa875-953c-450e-b3db-b9f7a8f57c65.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 15/09/2012

Ce que pense l'Anglais de la rue de la Communauté européenne

Par Jean CHOFFEL

A l'occasion d'un voyage d'études dans les houillères britanniques organisé conjointement, pour la presse, par la Haute Autorité, le National Coal Board et les Charbonnages de France, Jean Choffel a effectué, pour « La Vie Française », une enquête sur les perspectives d'adhésion de l'Angleterre à la C.E.C.A. et à la C.E.E. Nous lui avons demandé de résumer pour nous ses impressions.

Dans les mines, l'optimisme est de rigueur

Du bureau londonien de Lord Robens, Président du National Coal Board, au porion de base des East Midlands, la confiance dans le destin du charbon britannique est totale.

Complexe de supériorité ? Peut-être bien, dans la mesure où les quelques deux cents millions de tonnes extraites chaque année équilibrent la production de la C.E.C.A. Le N.C.B. au surplus est persuadé que la compétitivité des mines anglaises est nettement supérieure, dans l'ensemble, à celle des exploitations continentales.

Sans le poids lourd que représentent les mines écossaises (qu'il ne saurait être question de fermer) nous pourrions, assurent les Britanniques, baisser nos prix de 10 %. Sans aller jusque-là les progrès de la productivité et de la concentration sont en mesure d'améliorer progressivement les prix de revient.

Les responsables se défendent, il est vrai, d'intentions agressives vis-à-vis du continent. Leur terrain de chasse numéro un semble devoir être les côtes de l'Allemagne du Nord où ils espèrent vendre quelques millions de tonnes de charbon destiné aux centrales électriques.

Remontons au jour ! Quelle est l'opinion de l'homme de la rue sur l'entrée éventuelle de son pays dans le Marché Commun, sur le « Great problem », appellation réservée naguère aux controverses sur la véritable personnalité de Shakespeare ?

Notons tout d'abord la sincérité – fût-elle négative – des intéressés. Le Français moyen prétend avoir une opinion sur tous les sujets ; l'Anglais répond carrément qu'il n'a pas les éléments suffisants pour porter un jugement. Telle est la première constatation.

Restent donc les réactions sentimentales. Je n'en ai personnellement enregistré aucune qui fût hostile. L'idée simple que le Continent visité l'été par des foules britanniques de plus en plus denses est maintenant « la porte à côté » ou l'idée qu'il faut se grouper en face des mastodontes russe et américain vient immédiatement aux lèvres du chauffeur de taxi ou du commis de librairie.

Le raisonnement, en général, s'arrête là. Le sort du Commonwealth ne paraît guère troubler les consciences : quant aux arguments économiques, ils sont pour le moins vagues.

Faut-il incriminer les Pouvoirs publics pour cette ignorance qu'ils commencent à peine à tenter de dissiper ?

Le Gouvernement, c'est un fait, était « coincé ». Devait-il jouer le grand jeu en insistant sur le tournant dramatique des destinées nationales ou se cantonner dans l'aspect technique du « Marché Commun », au risque de voir les intérêts particuliers insister sur les dangers possibles ?

En réalité, le débat s'est tranché tout seul. L'Anglais moyen sait maintenant qu'il s'agit d'une « lutte au couteau » entre MacMillan et Gaitskell et que l'un des deux ne s'en relèvera pas.

Britannia, réveille-toi !

Pour l'observateur objectif l'argument décisif est celui – révérence parler – du « Kick in the pants »...

traduction édulcorée : la bourrade qui secouera l'homme qui sommeille. Les économistes dissertent savamment sur le faible taux de rentabilité des investissements industriels ; le voyageur qui passe n'a qu'à regarder autour de lui pour se convaincre du degré d'apathie où s'enfoncé progressivement le pays.

La fameuse « efficacité » britannique appartient-elle au passé ? Un de mes confrères, excédé par le temps qu'il lui fallait pour régler le moindre problème, comparait l'atmosphère de Londres à celle qu'il avait découverte à Moscou !

Le culte du « take it easy », version insulaire de notre « pas de zèle », atteint des proportions inquiétantes. Les chefs d'entreprise que j'ai rencontrés en sont bien convaincus ; à leurs yeux, d'ailleurs, l'adhésion britannique ne fait aucun doute.

Me permettra-t-on de conclure sur une note familière ? Au Palais de la danse de Nottingham, des jeunes dansent le twist comme s'il s'agissait d'une valse lente !

Réveillez-vous, maestro !